

LA CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT EN AMAZONIE

UN PROJET DE RECHERCHE-FORMATION-DÉVELOPPEMENT

Le projet de recherche coordonné par le GRET (Groupe de recherche et d'échange technologique, Paris, France) et appuyé par la Communauté économique européenne est avant tout un projet de recherche-formation-développement (RFD). Son objectif est par conséquent de dépasser, dans la mesure du possible, un certain nombre de contradictions et de limites propres aux formes d'intervention habituelles, et notamment aux actions de "recherche-développement" (RD). Ces dernières, malgré leurs aspects positifs, sont considérées comme trop locales, et concernant un nombre d'intéressés trop réduit, pour pouvoir "modifier de façon irréversible les rapports socio-économiques et politiques au profit de la population paysanne". Leurs résultats sont souvent satisfaisants au niveau micro-local, mais le changement d'échelle, la régionalisation et la généralisation des solutions mises au point se heurtent à de nombreux obstacles qui, selon les auteurs du rapport, ne sont pas seulement financiers mais relèvent de la méthodologie adoptée. Pour y remédier, la RFD préconise, parmi d'autres innovations, de s'adresser d'emblée à un grand nombre d'agriculteurs en s'appuyant sur des organisations paysannes (syndicats, associations, mouvements...). Ce ne sont donc plus des paysans individuels qui se trouvent face à une structure d'intervention qui les dépasse, mais des paysans organisés ; et ce sont leurs organisations qui deviennent les partenaires du projet.

Par ailleurs, afin d'assurer à la fois la pérennité et l'extension des actions de *community empowerment*, il est nécessaire de créer un rapport de force favorable à l'agriculture familiale au sein des institutions de recherche et de développement régionales et nationales. Cela sera fait grâce à la constitution d'un réseau de partenaires (chercheurs appartenant à des institutions nationales ou étrangères, départements, instituts, etc.) reconnaissant la validité de l'approche (ou intéressés par les thèmes développés) et désireux d'y contribuer. Cette "institutionnalisation de l'intervention" permet la mise au point ou le renforcement de filières de formation supérieure consacrées au problème de l'agriculture familiale. Les recherches de terrain effectuées dans le cadre du projet jouent un rôle fondamental dans la mesure où elles permettent d'offrir aux étudiants des thèmes de recherche et une expérience concrète orientés vers les objectifs du projet. À terme, cette démarche permet le recrutement de chercheurs et de vulgarisateurs sensibilisés à la question du développement de l'agriculture familiale. Il ne s'agit donc pas, comme le précisent les auteurs, d'une recherche-développement à laquelle on aurait ajouté de la formation. Partant du principe que le développement est un phénomène complexe, multidimensionnel et exigeant beaucoup de temps, il s'agit de mobiliser aussi largement que possible autour d'un objectif de changement social et de

donner à ce processus les moyens de se reproduire et de s'amplifier. La formation est un des outils privilégiés de cette reproduction élargie.

La recherche scientifique est utilisée de deux façons : d'abord, classiquement pourrait-on dire, dans le but de connaître les paramètres physiques, biologiques et socio-économiques locaux les plus déterminants eu égard aux pratiques actuelles et aux changements souhaités ; ensuite, pour effectuer un suivi, un accompagnement, destiné à introduire la réflexivité au sein du processus et à permettre l'assouplissement et la réorientation des formes d'intervention. Il s'agit par conséquent d'une recherche appliquée et impliquée, où la dimension éthique est constamment présente. Mais contrairement aux opérations de recherche-développement, la RFD intervient au sein des institutions de RFD régionales et nationales afin de promouvoir l'"accumulation locale des connaissances". Cela dans le but d'éviter le traditionnel processus d'accumulation dans les pays donateurs, accompagné de "transferts" souvent mal adaptés. Le relais institutionnel local est donc fondamental pour ce type d'approche. Il est inutile de préciser que la pluridisciplinarité s'impose à tous les niveaux de l'intervention. Plus originale est l'association des agriculteurs et de leurs organisations au processus de recherche. Elle permet de valoriser leurs savoirs tout en obtenant un gain de temps et des économies budgétaires. Les classifications paysannes du milieu sont interprétées selon les catégories scientifiques à partir de contrôles *in situ*, puis extrapolées. Les relevés de prix des denrées à intervalles réguliers dans les différentes communautés, l'installation et le relevé de pluviomètres, sont parmi les tâches qui sont largement confiées aux agriculteurs. Cette participation paysanne à tous les stades permet une bonne compréhension du lien entre les actions de recherche et les actions de développement, ainsi qu'une "appropriation collective" tant des problématiques que des solutions élaborées.

LES PARTICULARITÉS D'UNE INTERVENTION EN ZONE PIONNIÈRE

La zone d'intervention est située au sein du massif forestier amazonien, à 500 km au sud de la ville de Belém (capitale de l'État du Pará). Elle présente une superficie d'environ 40 000 km² coupée, à la hauteur de la ville de Marabá (principale ville régionale avec plus de 150 000 habitants) par le fleuve Tocantins (dans un sens E-O jusqu'à Marabá, puis SE-NO au-delà). Dans sa partie nord-ouest, elle englobe une partie de la retenue du barrage de Tucuruí (2 400 km²) construit à partir de 1970 sur le Tocantins et mis en eau en 1984. Il s'agit d'une des régions les plus dynamiques de l'Amazonie du point de vue des flux migratoires, de la réalisation d'infrastructures, du potentiel économique, mais aussi pour ce qui concerne les mouvements et conflits sociaux.

Jusqu'aux années soixante, la collecte de la noix du Brésil était la principale activité économique permettant une accumulation. Elle était concentrée entre les mains de quelques propriétaires-exportateurs dont les grands domaines regroupaient les secteurs forestiers où la ressource était la plus abondante. Le transport était effectué par des chemins muletiers jusqu'aux principales rivières. La main-d'œuvre était surtout saisonnière, principalement originaire des États de Piauí et Maranhão voisins. Une grande partie de l'espace était encore contrôlée par les populations indiennes ; seules quelques bourgades, le long du Tocantins et de l'Araguaia, attestaient de l'avancée extrême des fronts pionniers de la fin du XIX^e siècle.

Le désenclavement commence en 1959 avec l'ouverture de la route Nord-Sud Belém-Brasília (reliée à Marabá à la fin des années soixante par un tronçon de 230 km), puis celle de la Transamazonienne (Est-Ouest) en 1972. La route Belém-Marabá (Nord-Sud) est achevée en 1980 et le chemin de fer Carajás-Marabá-São Luís en 1985. La petite ville de Marabá (longtemps stationnaire avec une population de 7 à 10 000 habitants) explose et prend chaque fois davantage l'aspect d'un "carrefour régional". Durant les années soixante-dix, la région voit le début de

l'exploitation de la mine de fer de Carajás (le plus grand gisement de fer du monde, où l'on trouve également en abondance de nombreux autres minerais). La mine est reliée à Marabá par une route de 100 km. À la même époque est découverte la fameuse mine d'or de Serra Pelada, à 80 km de Marabá, qui va attirer de nombreux chercheurs d'or. Cherchant à profiter de la proximité du minerai de fer et de l'abondance de bois, des industries de fonte vont venir s'installer, encourageant les immigrants à produire du charbon de bois. Les scieries voient leur nombre s'accroître vertigineusement.

Le développement et la diversification des activités vont attirer des migrants vers Marabá et les petites villes de la région, tandis que l'accès à la forêt autorisé par le percement des routes va entraîner une compétition violente entre les éleveurs (*fazendeiros*) à la recherche de grandes surfaces (au moins 200 hectares) et les agriculteurs, plus modestes (30 à 80 hectares en général) mais beaucoup plus nombreux. Avec le temps les deux mouvements seront de plus en plus imbriqués : les "urbains" qui ont réussi cherchent à investir dans l'élevage alors que ceux qui ont échoué cherchent leur autonomie en s'appropriant un lopin de terre ; les "ruraux" enrichis achètent des maisons et des commerces en ville, tandis que la main-d'œuvre des grands projets industriels et les chercheurs d'or (avec ou sans succès) cherchent une sécurité alimentaire ou patrimoniale dans la terre. Des agriculteurs sans terre attendent en ville une opportunité ou bien travaillent dans les scieries ou sur les *fazendas*. Beaucoup d'agriculteurs travaillent temporairement au *garimpo* (orpaillage) ou chez les éleveurs pour obtenir des liquidités. Il en résulte une grande diversité et une grande mobilité de statuts, parfois pour un même individu au cours d'une brève période. Néanmoins, les auteurs dénombrent, au moment de leur étude, environ 15 000 exploitations de type familial réparties au sein de 53 "communautés" (1).

Même au sein de cette catégorie, la population est hétérogène, micro-régionalement différenciée en fonction de l'histoire, de l'origine et de la structure des flux migratoires, mais aussi en fonction de facteurs tels que la qualité des sols, l'accessibilité et la distance à la ville. Au sein d'une même communauté, l'hétérogénéité est également grande, elle dépend classiquement de l'âge du chef d'exploitation et de la structure de la main-d'œuvre familiale, mais aussi (et de façon seulement partiellement corrélée au facteur précédent) du stade auquel se trouve la famille sur une "trajectoire d'accumulation". Et c'est là ce qui fait toute l'originalité d'une intervention en zone pionnière : on ne se trouve pas confronté à une (véritable) communauté paysanne ayant tissé des liens historiques avec l'environnement local, et dont le système d'exploitation des ressources a atteint un optimum stable représentant un équilibre entre différentes contraintes (contexte socio-économique, système technique, opportunités d'exploitation du capital naturel et exigences de reproduction du système – dans un tel cas une modification technique avantageuse peut avoir un fort impact –) mais bien face à des dynamiques d'accumulation dont l'ampleur dépasse l'échelle de changement qu'une intervention de recherche-développement peut engendrer (grâce, principalement, à la possibilité d'exploiter un capital naturel abondant sans contrepartie et d'accéder à différentes formes de valorisation du patrimoine). Ces dynamiques ne sont donc pas réversibles, le projet ne peut que les accompagner, les aider, et repérer les goulots d'étranglement, les moments où la trajectoire traverse une crise structurelle, pour faire porter son effort en ce point précis. C'est le seul moment où une réorientation des pratiques est envisageable.

La région possède encore des caractéristiques pionnières dans la mesure où des migrants continuent à arriver. Les plus anciens, peu nombreux, sont là depuis vingt

(1) Le terme "communauté", d'usage généralisé dans le Nord du Brésil, ne doit pas faire illusion. Il a une longue histoire, en grande partie religieuse d'ailleurs, mais ne doit pas être interprété de façon substantialiste. Il ne renvoie à aucune homogénéité ethnique ou d'origine, voire même sociale dans de nombreux cas. La communauté est plutôt une idéalisation et un projet (là encore religieux à l'origine mais renouvelé par le syndicalisme et l'associativisme) visant à transformer des rapports de contiguïté aléatoires en réunion d'intérêt autour d'une notion de bien commun, base d'un projet politique.

ans. Le long des voies d'accès, et à proximité des villes, l'espace est entièrement saturé ; la valorisation du foncier y atteint un maximum et un processus de concentration est en cours. L'accessibilité (permanente ou bien saisonnière, difficile...) et la distance au marché, combinées à la fertilité naturelle des sols, déterminent les rythmes d'accumulation. Les changements de propriétaires sont fréquents, motivés en grande partie par la recherche d'une meilleure localisation, du moins au départ. Par la suite interviennent d'autres facteurs. Ceux qui s'en tiennent aux cultures annuelles vivrières connaissent les rythmes d'accumulation les plus lents. C'est pourquoi l'immense majorité des agriculteurs passe à l'élevage bovin et plante des pâturages. La valeur du patrimoine foncier et hors foncier augmente alors rapidement tandis que les réserves forestières régressent. Le foncier est valorisé d'une part par l'accroissement de la demande et des infrastructures, et d'autre part, par l'implantation des pâturages, la plantation de cultures pérennes (rare dans la région mais fréquente ailleurs) ou l'amélioration des installations. Ainsi, un hectare de pâturage vaut bien davantage qu'un hectare de forêt. Cette évolution vers l'élevage généralisé est observée dans les différentes communautés ; le stade atteint sur le gradient qui mesure le développement du processus est avant tout fonction de leur ancienneté. La transformation d'une exploitation pionnière vivrière en exploitation mixte à élevage dominant prend de douze à quinze ans, mais certaines avaient entamé cette trajectoire avant leur installation dans la communauté étudiée et sont donc plus rapides. C'est ce qui explique en partie qu'en un même lieu on trouve à la fois des exploitations en fin de processus et d'autres qui en sont aux premières phases.

Les auteurs ont eu le mérite d'apporter des résultats qui remettent fortement en question un dogme qui s'était imposé dans les dernières années et que l'on pourrait appeler la "crise du recrû" ou "crise des jachères". Selon cette théorie, l'utilisation de la végétation secondaire entraînerait une baisse de la productivité du travail (moindre fertilité, sarclages plus fréquents) conduisant à l'abandon de l'exploitation ou à la paupérisation (on y voyait parfois la cause principale de la mobilité spatiale). Les données recueillies dans la région de Marabá montrent que les agriculteurs, même lorsqu'ils possèdent encore des réserves forestières, mettent systématiquement en culture les recrûs lorsqu'ils atteignent cinq ans d'âge, et ceci sans perte de rendement ni de productivité (il n'en serait sans doute pas de même pour une troisième ou une quatrième mise en culture, pour laquelle le temps de repos devrait être nettement supérieur). La préférence pour un recrû de trois à six ans s'explique par la meilleure qualité du brûlis et la plus grande souplesse du calendrier des travaux de défriche lorsqu'il s'agit d'un recrû forestier (notamment la moindre contrainte au niveau du temps de séchage avant brûlis). Par contre, ils ont mis en lumière une véritable "crise des pâturages".

Cette crise est due à la conjonction de plusieurs facteurs. La productivité du travail sur un pâturage planté commence à baisser, en moyenne, après la cinquième année d'exploitation (diminution de la production de fourrage à cause de la baisse de la fertilité physique et chimique du sol, multiplication des adventices, augmentation du temps d'entretien). La vie utile d'un pâturage, compte tenu de la qualité initiale du sol et des variations d'entretien et de charge, oscille entre huit et quinze ans. Tant que l'exploitation possède des réserves de forêt ou de jachères, l'accroissement régulier des surfaces en pâturage permet de pallier avantageusement la baisse de productivité sur les herbages plus anciens et de pratiquer les cultures annuelles avant l'enherbement de la nouvelle parcelle. À noter cependant que la multiplication des surfaces en graminées au sein de l'exploitation (et autour) entraîne une baisse de productivité du travail pour les cultures annuelles ainsi qu'une difficulté à contrôler les brûlis qui peuvent détruire des cultures, des pâturages ou de la forêt secondaire. Lorsque la quasi-totalité de l'exploitation est transformée en pâturage, la capacité totale de charge ne peut que diminuer. Il faut donc soit déstocker, soit agrandir l'exploitation (seul un petit nombre, parmi les plus grandes, ou bien disposant de revenus non agricoles, choisissent l'intensification) ; c'est la cause principale de la concentration foncière et du déplacement des exploitations vers des zones d'occupation plus récentes (réserves

forestières encore abondantes, foncier peu valorisé). En outre, l'exploitation ne dispose plus d'espace pour réaliser les cultures annuelles, sources de l'alimentation familiale et de revenus réguliers (farine de manioc, maïs pour les porcs et les volailles, etc.). Elles sont peu nombreuses, à ce stade, à choisir la spécialisation ; il n'en va pas de même quand l'exploitation a pu s'agrandir suffisamment.

Les modalités de la sortie de crise représentent un facteur supplémentaire de différenciation des situations économiques. Dans les zones isolées, on trouve à la fois de petites fermes en voie de régression et des exploitations de grande taille disposant de moyens de production importants. Par contre, lorsque l'environnement socio-économique est favorable, même les exploitations de taille moyenne atteignent un rythme d'accumulation significatif. C'est également dans ces conditions que les agriculteurs mettent spontanément en place des alternatives à l'élevage (production de fruits régionaux par exemple). Deux lignes d'action peuvent être envisagées dans le but d'éviter la crise de l'élevage (ainsi que la concentration foncière, l'épuisement des réserves forestières et l'élimination de l'agriculture qui l'accompagnent) : compenser les situations défavorables afin qu'un plus grand nombre d'agriculteurs obtienne un rythme d'accumulation et de sécurité satisfaisant ; recenser et appuyer les innovations, aider la mise en place de nouvelles filières de production et favoriser la diffusion des initiatives.

Pour le premier type d'intervention, après avoir identifié la commercialisation comme un des principaux blocages à l'accumulation, des "actions-test" ont été menées auprès de 80 familles la première année et de 450 la troisième année. Il s'agissait d'acheter 10 sacs de riz à chaque famille au moment de la récolte, de le stocker, de le revendre en période de soudure quand les prix sont élevés et de restituer la différence aux producteurs (moins le fret et les frais de stockage). Cette opération s'est révélée avantageuse pour les intéressés, d'autant qu'elle diminuait les dépenses exagérées de fret pour les communautés les plus isolées. Ce type d'intervention était destiné tout autant à aider les producteurs (et leur démontrer une volonté de changement) qu'à obtenir des connaissances sur le milieu socio-économique local, d'où le terme "action-test".

Une série d'études de suivi des innovations et d'encadrement des initiatives est en cours, notamment pour la production et la commercialisation de la pulpe de *cupuaçu* (*Theobroma grandifolia*), mais aussi en ce qui concerne la valorisation de la ressource forestière et la prolongation de la durée de vie des pâturages.

Dans un programme aussi riche, diversifié et ambitieux, il est toujours possible de se demander si le changement ne serait pas là où on ne l'attend pas. Il serait facile de montrer que chaque intervention ou modification technique, prise séparément, soit est neutralisée par le milieu social local, soit entraîne des effets collatéraux inattendus et non contrôlables, parfois négatifs. Ainsi, si la commercialisation est désavantageuse pour le producteur d'un point de vue uniquement comptable, on ne doit pas oublier que cette "exploitation" est le prix payé pour le maintien d'un lien social qui peut se traduire par des avances et des aides de diverses sortes. Le producteur ne pourrait y renoncer que si sa sécurité était assurée par un autre système, répondant aux mêmes besoins et stable sur le long terme. De même, l'intervention d'une structure extérieure possédant des moyens financiers, même modestes, peut entraîner son instrumentalisation à des fins de pouvoir par certains interlocuteurs privilégiés (syndicalistes, leaders, etc.). Le népotisme de certains dirigeants paysans (entre autres déviations) est difficilement contrôlable par une structure d'assistance qui ne possède aucun mandat.

En d'autres termes, il se passe indiscutablement quelque chose dans des interventions de ce type ; il est plus difficile de savoir exactement quoi. Le plus important ne serait-il pas, en définitive, lié à la mobilisation des acteurs, à la reprise d'initiative (et au changement de l'image de soi qu'elle autorise), à la circulation de l'information, à la création de sens à travers l'échange, au fait de nommer et dire les choses, de faire circuler les significations ? Il s'agirait alors, et avant tout, de la contribution à l'émergence d'un champ politique ; les modifications techniques, la transformation des systèmes de production n'en seraient que la conséquence. C'est

sans doute là une différence fondamentale avec les actions de recherche-développement plus traditionnelles. Il reste qu'une sociologie des interventions, quel qu'en soit le type, reste en grande partie à faire. Il faut cependant noter que la multiplication récente des ONG et des programmes de développement (RD et RFD en particulier), la vogue du "local" et la valorisation du "culturel", le retrait de l'État et la décentralisation, ont conduit la communauté scientifique à questionner chaque fois davantage les implications de ces nouvelles pratiques du développement. Des colloques⁽²⁾, des ouvrages et des réseaux se donnent aujourd'hui pour tâche l'élaboration d'outils théoriques permettant d'interpréter l'action de ces nouveaux intermédiaires, les valeurs qu'ils véhiculent et les effets induits (y compris le clientélisme et les nouvelles formes de dépendance), sans pour autant condamner toute forme d'intervention.

Janvier 1996
Philippe LÉNA
 ORSTOM, Paris

LE POINT SUR...

AHILA, Asociación de historiadores latinoamericanistas europeos Associação de historiadores latinoamericanistas europeus

L'AHILA se propose de réunir les historiens latino-américanistes européens ou latino-américains résidant en Europe pour servir de lien avec le monde sud-américain. Sa fondation a été le point culminant d'un effort commencé à Santander en 1969, à Séville en 1970, Paris en 1972 et Cologne en 1975. L'association a finalement vu le jour à Turin en 1978, dans l'objectif de promouvoir la recherche et l'enseignement relatifs à l'Amérique latine dans les pays européens, de servir de fédérateur d'autres associations d'historiens latino-américanistes, de participer à des programmes de coopération internationale et d'organiser des congrès tous les trois ans. Elle a aujourd'hui environ 350 membres.

L'une des principales activités éditoriales a été la publication régulières des Actes des congrès, comme ceux, pour ne prendre que les plus récents, de Florence (1985), *Del Estado colonial al Estado nacional, 1750-1940*, Milan, Franco Angeli editore, 1987, 2 vols. ; de Szeged (1987), *Iglesia, religión y sociedad en la historia latinoamericana, 1492-1945*, Szeged, Université Jozsef Attila, 1989, 4 vols. ; de Séville (1990), *Europa e Iberoamérica : cinco siglos de intercambios*, Séville, 1992, 3 vols. ; de Leipzig (1993), *Los grandes virajes en la Historia de América Latina desde la Conquista hasta el presente* (à paraître).

L'AHILA publie également depuis mai 1986 un bulletin d'environ 80 pages, *Historia latinoamericana en Europa*, et depuis 1993 *des Cuadernos de historia latinoamericana* (Hambourg, LIT Verlag), ainsi qu'un annuaire.

Le prochain congrès aura lieu à Liverpool en 1996 pour faire le bilan d'une dizaine de groupes de travail définis à Leipzig.

Les coordinateurs nationaux du triennat 1994-1996 sont : Hugo Cancino Troncoso (Danemark), Michel Bertrand (France), Brian Hamnett (Grande-Bretagne), Hernán Horna (Suède), Hans Joachim König (Allemagne), Alexander Kuzmitchev (Russie), María Luisa Laviana Cuetos (Espagne), Josef Opatrny (République tchèque), Maria Rosaria Stabili (Italie), Hans Werner Tobler (Suisse), Marianne Wiesebron (Hollande).

Le président de l'association est Horst Pietschmann, Historisches Seminar, Universität Hamburg, Von Melle Park 6/IX, D-20146-Hambourg, tél. : (49-40) 41.23.48.39/41, fax : (49-40) 41.23.63.80. Le secrétaire général est bien connu de

(2) Tel que le colloque International de l'APAD (5-8 juin 1996) à l'Université de Hohenheim (RFA), "Le développement négocié : courtiers, savoirs, technologies".

Lusotopie, puisqu'il s'agit de Bernard Lavallé, Maison des mays ibériques, Université Michel de Montaigne/Bordeaux 3, 33405-Talence (France), tél. : (33) 56.84.51.20, fax : (33) 56.37.44.26.

PASSÉ ET FUTURS DU MERCOSUL : congrès international organisé par le GREITD (Universités de Paris 1, 3, 10, 13) et des universités brésiliennes, l'Université de Buenos Aires et l'Institut d'économie de Montevideo, fin 1997.

Libre échange et protectionnisme sont l'objet de nombreuses théorisations. Ce n'est pas le cas de l'intégration – probablement parce que l'intégration régionale est un compromis entre libéralisme et protectionnisme et que les arguments en faveur de tel ou tel type d'intégration (zone de libre échange, union douanière, marché commun, union économique) font appel aux paradigmes libéral ou interventionniste. L'insistance avec laquelle sont utilisés des arguments appartenant à tel ou tel paradigme explique à la fois les dérives (théoriques) libérales ou protectionnistes de l'intégration. Force est d'observer qu'au-delà des termes utilisés et de leur signification pourtant différente (zone de libre échange, marché commun), l'intégration envisagée et pratiquée porte la marque libérale.

Alors que pour le Marché commun européen, la libéralisation du commerce a été progressive et qu'elle a été suivie bien plus tard de la libéralisation financière, les intégrations régionales qui se mettent en place aujourd'hui en Amérique latine opèrent *quasi simultanément le désarmement douanier et la libéralisation financière*. Au même moment, le retrait de l'État de l'économie se confirme, sans que soient envisagées de nouvelles formes d'intervention publique au lieu et place des anciennes, ce qui retarde *a fortiori* la possibilité d'une politique économique (industrielle, commerciale, sociale) commune, significative de la constitution d'un véritable marché commun. L'abandon, partiel mais important, de souveraineté des États est cependant réel mais il ne se fait pas au bénéfice d'une politique commune, sinon d'une limitation forte de la possibilité de définir une politique monétaire indépendante en raison du rôle crucial joué par la relation dollar - monnaie locale. La question du taux de change, centrale, voit donc, avec la globalisation financière, son acuité se manifester encore plus nettement. Telle qu'elle est traitée, la relation de change agit comme obstacle à la définition d'une politique monétaire commune. Le contexte international opère comme une contrainte, originale et puissante, que n'avaient pas connue les économies européennes lors du lancement du Marché commun, et conduit à un abandon important de souveraineté au bénéfice de ceux qui n'ont pas intérêt à ce que se développe une entité décisionnelle conséquente, expression d'une intégration de type marché commun.

Dans sa forme actuelle, l'intégration en Amérique latine est *excluante*. Elle renforce les inégalités et ne crée pas suffisamment d'emplois. L'ouverture brutale des frontières, sans quasiment aucun accompagnement de la part de l'État pour aider les entreprises insuffisamment compétitives à se restructurer, met en place un processus de "destruction-créatrice", dans lequel la destruction l'emporte sur la création. Comme le taux d'accumulation augmente insuffisamment, les investissements de substitution l'emportent sur ceux d'expansion et la productivité croît fortement dans certains secteurs. Les destructions d'emplois ne sont pas compensées par des créations d'emplois en nombre suffisant du fait de ce divorce entre la croissance du taux de formation brute de capital fixe et celle de la productivité d'une part, et d'autre part de la destruction du nombre d'emplois dans la fonction publique, suite au retrait de l'État et à la modernisation de ses appareils. Enfin, la libéralisation financière, brutale, n'incite pas à transformer les marchés financiers émergents, de taille relativement faible, en fournisseurs de capitaux pour l'investissement et accentuent leur aspect spéculatif.

Cette exclusion s'accompagne d'un processus de fragmentation géographique prononcé. Des régions à cheval sur les frontières se développent et d'autres déperissent. Cette constitution de nouveaux pôles de développement pourrait traduire un processus d'intégration si elle était maîtrisée et orientée par une politique économique commune. Comme tel n'est pas le cas, le bénéfice des uns

peut engendrer des pertes telles que le jeu ne soit pas à somme nulle, que les coûts sociaux soient très élevés et qu'un procès de désintégration territoriale se mette en place.

L'intégration est justifiée d'un point de vue économique parce qu'elle pourrait permettre d'augmenter le taux d'investissement et la productivité et, maîtrisée, l'emploi. Elle est justifiée d'un point de vue social si elle conduit également à une amélioration des conditions de vie de la majeure partie de la population et rompt ainsi avec l'accentuation des inégalités sociales en cours. Mais l'intégration n'a pas conduit à une hausse importante du taux d'accumulation, a fragilisé les comptes extérieurs, a renforcé la dépendance financière extérieure, a favorisé un essor des activités spéculatives et n'a pas suscité une hausse du taux d'épargne significative. Elle n'a pas permis une augmentation des emplois, bien au contraire, et elle a renforcé les inégalités et l'exclusion sociale en même temps que les dépenses sociales de l'État étaient réduites. On peut considérer que le renforcement de l'intégration dans une perspective de constitution de marchés communs, le retour à la fois des États dans l'arène économique et l'apparition d'un pouvoir supranational bénéficiant de délégations partielles des souverainetés nationales, pourraient allier à la fois recherche de productivité et accroissement de l'épargne productive et de l'investissement sans provoquer les situations de profonde instabilité produites par la logique des intégrations suivies ces dernières années.

L'objet de ce colloque consiste à la fois à faire un bilan économique et social détaillé de l'intégration en cours et de proposer des alternatives. Il réunira des universitaires brésiliens, argentins, uruguayens et probablement paraguayens avec qui nous avons établi un réseau de recherche. Participeront également des chercheurs mexicains, colombiens et vénézuéliens, ainsi que des Canadiens aux côtés d'une délégation importante de chercheurs du GREITD.

Renseignement : GREITD, Université de Paris XIII, Faculté des sciences économiques, av. J. B. Clément, 93430 - Villetaneuse, Fax : (33) ou (16.1) 49.40.33.34.

BRÈVES:

– **1^{er} Congrès des associations africaines en Europe.** Ce congrès devait se réunir les 21-23 juin 1996 à Lisbonne, avec comme thème dominant : "La participation de la femme dans le contexte sociopolitique national et international".

Renseignements : Universidade Aberta, Sector de relações públicas, Rua António José de Almeida 25 r/c, 3000-Coimbra, Portugal, tél.: 039-3.33.00, fax: 039-2.95.47.

– **1^{er} Congrès international de portugais langue étrangère,** à la Faculté des lettres de l'Université de Lisbonne, les 21-23 septembre 1996. Les objectifs sont de contribuer à la recherche sur le portugais langue seconde ou langue étrangère, de développer les échanges sur les expériences en ce domaine et permettre des contacts entre chercheurs.

Renseignements : 1^o Colóquio internacional de português língua estrangeira, Comissão organizadora do Colóquio, Departamento de língua e cultura portuguesa, Faculdade de Letras, 1699-Lisboa, tél.: 01-793.33.56, fax: 01-793.76.25.

– **III^e Congrès international de littérature lusophone.** Ce congrès est organisé par une association de militants de la langue portugaise, les "Irmandades da fala da Galiza e Portugal", et par le "Conselho internacional da lusofonia", à Saint-Jacques de Compostelle, à l'occasion du cinquième centenaire de l'Université de la célèbre ville. Voilà qui devrait plaire au nouveau Président du Conseil espagnol, encore plus jacobin que son prédécesseur en matière linguistique... Au menu : littératures lusophones, linguistique et sociolinguistique, création littéraire, la langue portugaise en Galice, au Portugal, au Brésil et dans les PALOPs.

Renseignements : Irmandades da fala da Galiza e Portugal, Apartado 1068, 4710-Braga, tél.: 72.746.

– **XIX^e Congrès de la Fédération internationale des professeurs de langues vivantes** : il aura lieu les 24-26 mars 1997 à Recife, Pernambuco (Brésil). C'est la première fois qu'un tel congrès a lieu en Amérique latine. Le thème global sera : "Pour une compréhension interculturelle au XXI^e siècle. L'apprentissage de langues dans un contexte humaniste".

Renseignements : FIPLV/Comissão organizadora, Departamento de letras, Centro de Artes e Comunicação, UFPE, CEP 50 740-530, Recife, Pernambuco, Brésil, tél. (Mme Paula Lins) 55.81-465.13.66 ou 38.55, fax : 55.81-271.87.67 ou 55.81-326.86.70, adr. électr.: FIPLV@NPD.UFPE.BR.

– **Projet d'édition des œuvres complètes de Machado de Assis.** Jean-Michel Massa, professeur à l'Université de Rennes 2, dirige ce projet d'ampleur. Voici des extraits du texte du projet (traduit du portugais par M. Cahen) :

Machado de Assis est considéré par beaucoup comme l'un des plus grands auteurs brésiliens, peut-être le plus grand. Il est dans le même temps le symbole du Brésil et la synthèse de bon nombre des contrastes de l'identité nationale : d'une part une évidente pauvreté matérielle, d'autre part une grande richesse intellectuelle.

Alors que les grandes nations facilitent, par le biais de la publication des œuvres complètes, l'accès à l'écrivain tenu pour être une gloire nationale – tel qu'il advint pour Dante, Shakespeare, Camões, Cervantes, Victor Hugo et d'autres –, le Brésil n'a pas encore l'édition d'ensemble que mérite ce lumineux écrivain. [...] En 1935 et dans les années soixante, deux séries d'œuvres de Machado furent publiées : éditions Jackson et Aguillar. Ces éditions qui prétendaient réunir la totalité des œuvres machadiennes, outre qu'elles sont épuisées, ne sont plus satisfaisantes. Après 1960, de nombreux textes inédits – équivalant à une dizaine de volumes – ont été trouvés et publiés. Certains de ces textes lui ont peut-être été attribués à tort. L'objectif présent est de réunir la totalité des œuvres de l'écrivain en édition définitive, par le recours aux sources primaires et secondaires, manuscrites ou premières éditions ; de retrouver les textes épars et de mener les recherches nécessaires à leur authentification. Il y aura également des notes sur environ cinquante textes disparus [...].

Seront ainsi réunis autour de cinquante volumes comprenant la totalité de l'œuvre, y compris la correspondance expédiée et reçue, les traductions et documents de l'époque. Dans la bibliographie de Galante de Souza sont énumérés presque 1 300 titres : il y aura dans l'édition proposée probablement une centaine de nouveaux textes. [...]. L'édition définitive de l'*Obra completa* sera effectuée sous trois supports : une édition de luxe [...], une édition classique [...], une édition électronique en CD-ROM. [...]. La période de réalisation de l'édition sera le quadriennat 1996-1999 aboutissant au lancement de l'*Obra completa* le 22 avril 2000, date symbolique de la découverte du Brésil".

Renseignements : F.-M. Massa, Centre d'études portugaises, Université de Rennes 2, 6 avenue Gaston Berger, 35043-Rennes Cedex.